

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 661 / Avril 2021

## TENDANCES CONJONCTURELLES

### 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2020

### La conjoncture économique en Guadeloupe<sup>1</sup>

#### Le climat des affaires s'améliore mais l'activité reste en deçà de la normale

La seconde partie de l'année 2020 est marquée par le desserrement de l'étau sanitaire en Guadeloupe, permettant ainsi la reprise économique. De ce fait, l'indicateur du climat des affaires (ICA) a poursuivi son redressement : +7,0 points, à **96,8 points au 4<sup>e</sup> trimestre 2020**. Toutefois, l'ICA reste en deçà de son niveau sur le long terme. De plus, selon l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'IEDOM, les chefs d'entreprise tablent sur un repli de l'activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

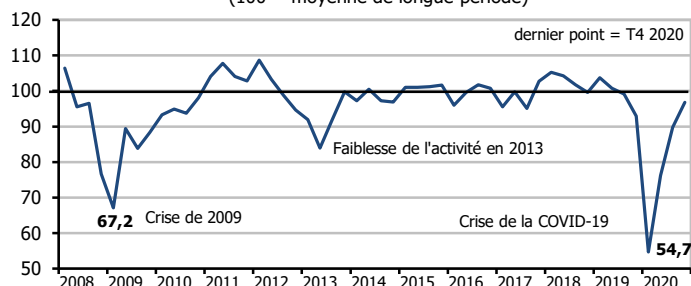
La **consommation des ménages** diminue dans un contexte de quasi stabilité des prix. Sur le trimestre, les importations de biens de consommation durables et non durables baissent respectivement de 4,0 % et de 10,3 % (CVS). **L'investissement des entreprises et des ménages** résiste quant à lui mieux à la crise que prévu. En parallèle, les **exportations** bondissent de 22,5 % (CVS), tandis que les **importations** s'inscrivent en baisse (-9,6 %, CVS).

Depuis le début de la crise sanitaire, l'activité des banques progresse. Celles-ci constituent en effet des canaux importants de transmission des mesures économiques et monétaires pour contrer les effets de la crise. Ainsi, l'encours de **crédits** croît de 1,8 % sur le 4<sup>e</sup> trimestre, porté par la continuité du recours aux prêts garantis par l'État (PGE) mais surtout par les crédits immobiliers et à la consommation des ménages. En parallèle, les **actifs financiers** progressent de 2,0 % sur le trimestre.

**Le marché de l'emploi et les défaillances d'entreprises** semblent quant à eux encore bénéficier des pare-feu érigés par les pouvoirs publics pour atténuer l'impact de la crise. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) diminue de 3,5 % au 4<sup>e</sup> trimestre. En parallèle, le nombre de défaillances affiche une forte diminution de 28,2 % passant de 238 à 171 en cumul à fin décembre 2020 par rapport à décembre 2019. La Banque de France souligne que la chute des défaillances en 2020 s'est d'abord expliquée par des mesures administratives, mais sa persistance en fin d'année est surtout due aux mesures importantes de soutien aux entreprises.

**L'amélioration globale de l'activité recouvre toutefois une forte hétérogénéité entre secteurs.** Alors que l'activité demeure à un niveau bas dans l'hébergement-restauration et l'industrie, l'activité des secteurs du BTP, du commerce et des services (hors hébergement-restauration) est bien orientée au 4<sup>e</sup> trimestre 2020.

**Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe**  
(100 = moyenne de longue période)



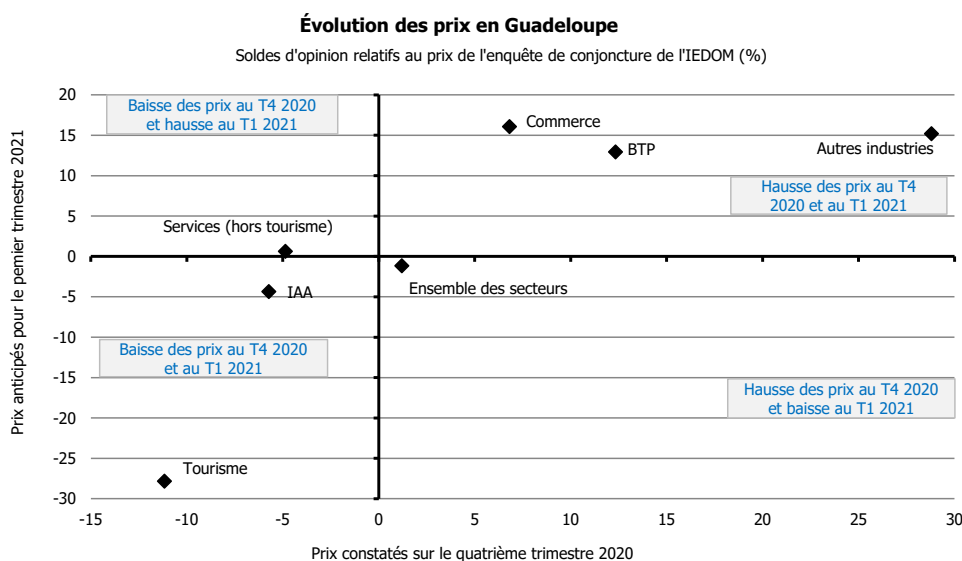
Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

<sup>1</sup> Les variations des encours de crédits présentées dans cette note sont calculées sur la base d'une collecte de données enrichie à compter de 2020 : intégration de données supplémentaires. Lorsque cela est nécessaire, les évolutions hors effet de structure viennent compléter l'analyse.

## Les prix sont stables

À fin décembre 2020, l'indice des prix à la consommation des ménages augmente de 0,7 % par rapport à septembre 2020 et est quasi stable sur un an (-0,1 % en glissement annuel).

Cette légère hausse s'explique essentiellement par l'augmentation des prix des produits alimentaires et des services (+1,3 % et +1,0 % en glissement trimestriel).



Globalement, les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM indiquent également avoir augmenté leur prix au 4<sup>e</sup> trimestre et anticipent une légère diminution de ceux-ci au début de l'année 2021. Cette situation globale masque toutefois une forte hétérogénéité à l'échelle sectorielle.

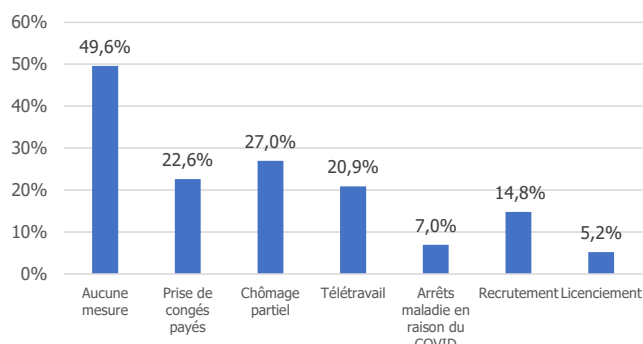
## L'impact de la crise reste mesuré sur l'emploi grâce aux mesures de soutien à l'économie

Les mesures de soutien à l'économie, aux premiers rangs desquels figurent le prêt garanti par l'État (PGE) et le chômage partiel, ont en grande partie absorbé les effets de la crise en matière d'emploi pour éviter une vague de licenciements.

Selon l'enquête de l'IEDOM, la moitié des chefs d'entreprise ont recouru au moins à une mesure mise en place pour soutenir l'emploi.

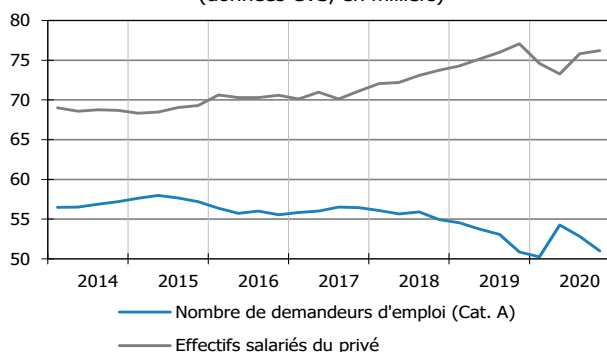
Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (DEFM A) diminue de 3,5 % sur le trimestre (CVS), à 51 000 demandeurs, après respectivement -2,7 % et +8,0 % aux 3<sup>e</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres.

### Mesures concernant l'emploi mises en place par les entreprises au 4<sup>e</sup> trimestre 2020



NB: une entreprise peut avoir mis en place plusieurs mesures.  
Source: IEDOM - Enquête de conjoncture.

### DEFM A et effectifs salariés du privé (données CVS, en milliers)



Source : DIECCTE.

Les effectifs salariés du privé augmentent de 0,5 % (CVS) au 4<sup>e</sup> trimestre, sans atteindre le niveau de fin 2019 (-1,1 %, CVS).

Sur un an, le nombre des DEFM A progresse légèrement de 0,3 %. Les plus fortes hausses sont relevées chez les seniors, les moins de 25 ans et les femmes : respectivement +2,3 %, +2,4 % +1,0 % en glissement annuel.

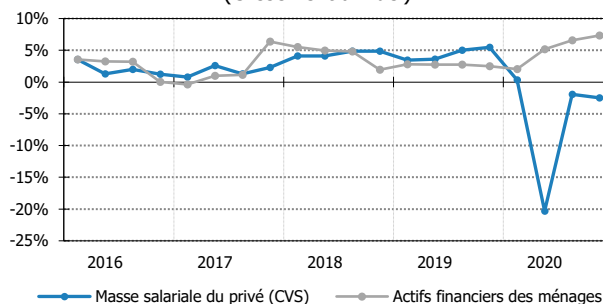
## La consommation des ménages marque le pas au 4<sup>e</sup> trimestre

Après un rebond observé au cours du troisième trimestre, la consommation des ménages marque le pas à fin décembre.

La masse salariale du secteur privé augmente de 0,9 % (CVS) en glissement trimestriel après le net rebond du trimestre précédent (+25,3 %, CVS). Elle reste néanmoins en retrait de 2,5 % (CVS) par rapport à fin 2019. Pour rappel, la mobilisation du chômage partiel au cours de l'année 2020 a permis de contenir la baisse des revenus des ménages.

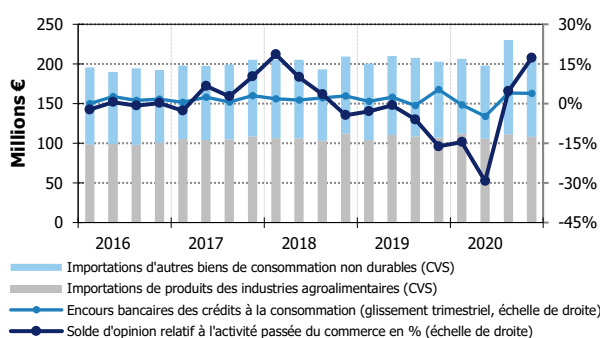
Les actifs financiers détenus par les ménages progressent de 1,8 %. L'épargne des ménages s'inscrit ainsi en hausse dans un contexte de consommation encore ralentie malgré la reprise.

### Masse salariale et actifs financiers des ménages (Glissement annuel)



Sources : Acoss, IEDOM.

### Indicateurs de la consommation des ménages



Sources : Douanes, IEDOM.

Les importations de produits des industries agroalimentaires baissent de 3,0 % sur le trimestre, soit une diminution moins marquée que celle des importations d'autres biens de consommation non durables : -17,1 %.

En parallèle, les importations de biens de consommation durables s'inscrivent en baisse de 4,0 % au 4<sup>e</sup> trimestre, après le fort rebond au trimestre précédent.

L'encours de crédits à la consommation progresse quant à lui de 3,9 % sur le trimestre, accompagnant la reprise des ventes de voitures particulières en fin d'année.

## L'investissement privé redémarre en dents de scie

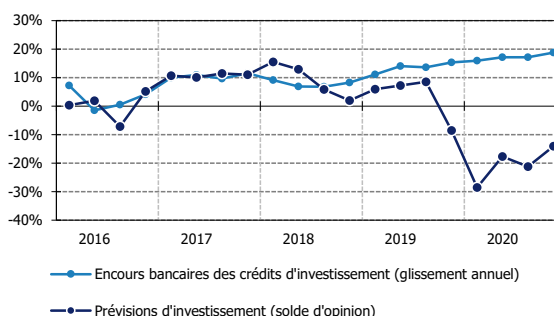
L'investissement privé redémarre depuis la fin du confinement, mais les entrepreneurs restent prudents.

Au 4<sup>e</sup> trimestre, les crédits d'investissement mobilisés par les entreprises progressent de 2,0 %<sup>2</sup>, après +1,0 % au trimestre précédent.

Le taux moyen des crédits à l'équipement<sup>3</sup> reste faible à 1,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre, malgré une hausse de 23 points de base sur trois mois.

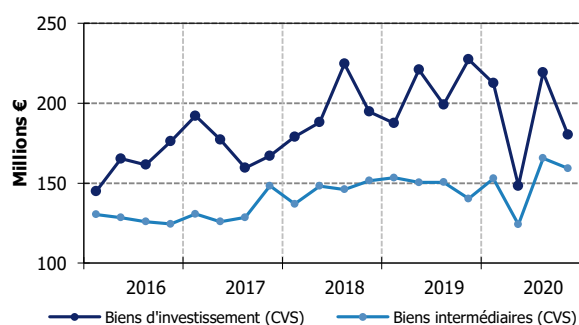
Du côté des ménages, l'encours de crédits immobiliers enregistre une hausse de 1,8 % à fin décembre, soit une accélération par rapport aux trimestres précédents.

### Perspectives des investissements privés



Source : IEDOM.

### Imports de biens destinés aux entreprises



Sources : Douanes et IEDOM.

Les importations de biens d'investissement et de biens intermédiaires reculent quant à elles de respectivement 17,7 % et 3,8 % (CVS) après le regain observé au 3<sup>e</sup> trimestre.

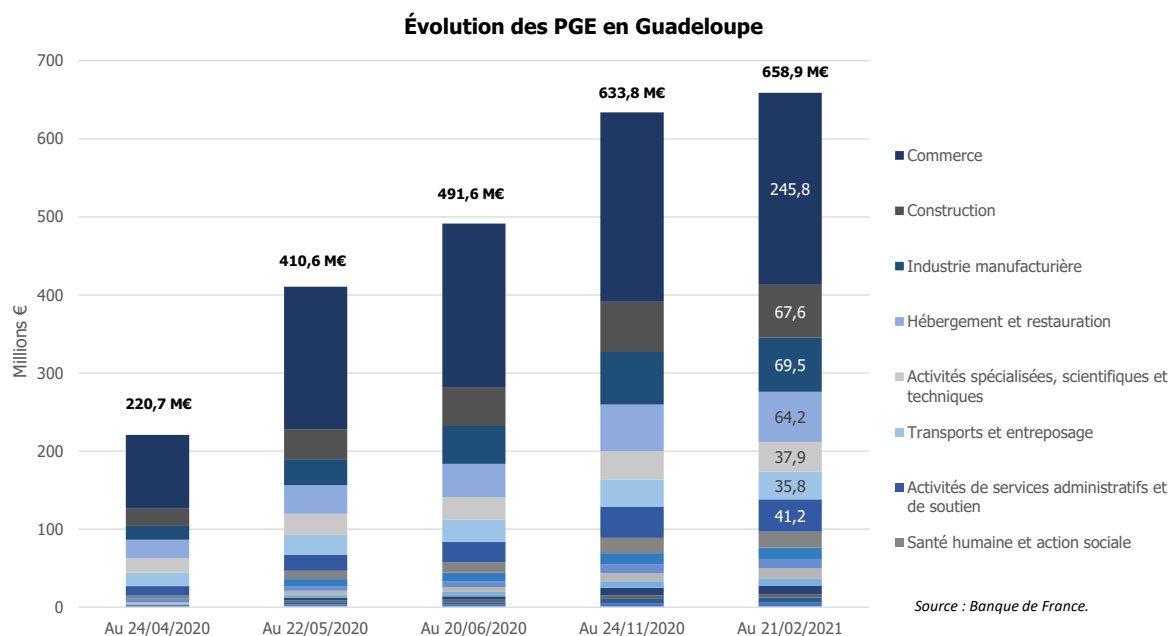
Enfin, les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM laissent apparaître une progression du solde d'opinion relatif à l'investissement, mais celui-ci demeure encore bien en dessous de sa moyenne de longue période.

<sup>2</sup> Hors effet de structure. En incluant les effets de structure : +6,7 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2020.

<sup>3</sup> Pour plus d'informations, consulter sur le site internet de l'IEDOM la note relative à [l'évolution du coût du crédit pour les entreprises](#).

## L'activité bancaire reste dynamique

L'encours sain de **crédits** croît de 3,1 % (+1,8 % hors effet de structure) au 4<sup>e</sup> trimestre, après +2,3 % le trimestre précédent. Alors que les crédits d'exploitation des entreprises étaient les principaux contributeurs à l'évolution de l'encours global aux 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> trimestres, sous l'effet du recours aux PGE, ce sont les crédits aux ménages qui prennent le relais en fin d'année. Les crédits immobiliers et à la consommation de ceux-ci progressent respectivement de 1,8 % et 3,9 % au 4<sup>e</sup> trimestre. Les crédits d'exploitation des entreprises ralentissent nettement : +4,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre après +95,2 % au 2<sup>e</sup> trimestre et +15,7 % au 3<sup>e</sup>.



Au 21 février 2021, l'encours des PGE octroyés aux entreprises guadeloupéennes s'établit à 658,9 M€. Depuis le lancement des PGE, l'encours de ces derniers a triplé.

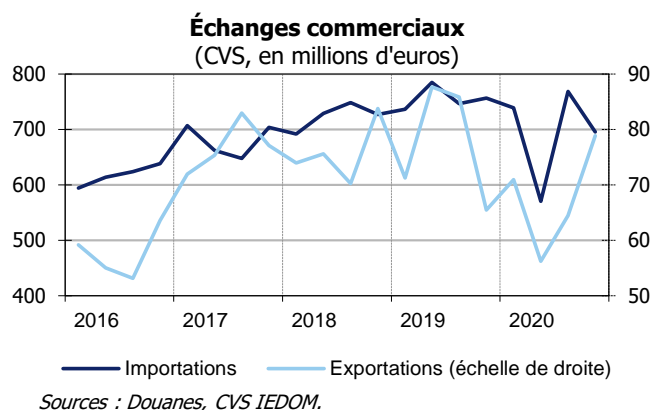
En parallèle, les **actifs financiers** progressent de 2,0 % sur le trimestre, après +2,8 % au trimestre précédent. Pour rappel, les entreprises conservent une partie des PGE contractés sur leurs comptes courants pour parer à d'éventuelles difficultés et d'autre part, l'épargne des ménages continue de progresser dans un contexte de consommation encore ralentie. En moyenne, en 2020, les ménages guadeloupéens ont épargné sur leurs comptes bancaires environ 100 M€ par trimestre, soit trois fois plus que ce qui est réalisé habituellement.

## Les exportations se redressent alors que les importations se contractent

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2020, les exportations s'inscrivent en hausse par rapport au trimestre précédent : +22,5 % en valeur, après +14,6 % (CVS), tirées à la hausse par les exports de produits énergétiques (+322,5 %, CVS).

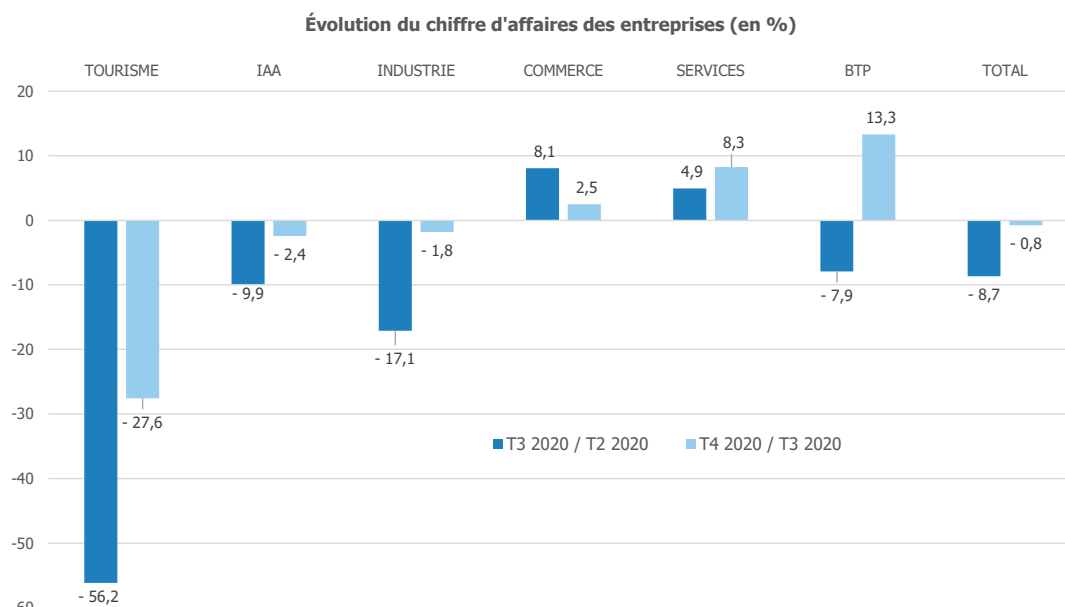
Les importations se contractent quant à elles après le rebond du 3<sup>e</sup> trimestre (respectivement -9,6 % après +34,8 % en valeur, données CVS).

Toutefois, en cumul annuel, ces échanges restent en net recul par rapport aux niveaux de 2019. Le transport maritime et aérien de marchandises souffre du contexte sanitaire.



## Des impacts différenciés selon les secteurs d'activité

Ce trimestre encore, la crise sanitaire continue **d'impacter de manière inégale** les secteurs d'activité.



Source : Enquête de conjoncture IEDOM.

Ainsi, alors que l'activité demeure en baisse dans le secteur touristique et l'industrie (IAA et autres industries), l'activité des secteurs du BTP, des services (hors tourisme) et du commerce est bien orientée au 4<sup>e</sup> trimestre 2020.

Le **tourisme** ne redécote pas. En dépit d'un frémissement au mois de décembre sur les arrivées de passagers, leur nombre (hors transit) diminue de 26,3 % en trois mois (CVS) ainsi que le nombre de nuitées dans l'hôtellerie (-43,7 % sur trois mois, CVS). Les professionnels du secteur estiment la baisse de leur CA à 27,6 % entre les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres. Toutefois, et malgré les incertitudes persistantes, ils anticipent une amélioration de leur CA en 2021.

Malgré une hausse des exportations de produits des **IAA** au 4<sup>e</sup> trimestre (+8,3 %, CVS), le CA du secteur reste en retrait de 2,4 %, après -9,9 % au trimestre précédent.

L'activité des **industries** (hors IAA) est également mal orientée. Les chefs d'entreprises du secteur font état de risques pesant sur leur trésorerie et d'un CA en baisse de 1,8 % par rapport au trimestre précédent.

L'activité du secteur du **commerce** ralentit sur le trimestre mais reste en progression. Les professionnels interrogés par l'IEDOM font état d'une hausse de 2,5 % de leur CA par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre après une hausse de 8,1 %.

Dans les **services marchands** (hors tourisme), l'activité accélère au 4<sup>e</sup> trimestre. Le CA estimé s'inscrit en hausse de 8,3 % sur le trimestre (+4,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre). D'autre part, ce mouvement s'accompagne d'une baisse des charges des entreprises du secteur et d'une stabilisation de leurs trésoreries.

Le secteur qui enregistre la plus forte progression de son activité au 4<sup>e</sup> trimestre est celui **BTP** : +13,3 % de CA au 4<sup>e</sup> trimestre selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. D'ailleurs, après la chute importante des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres, les permis de construire poursuivent leur retour progressif vers le niveau d'avant-crise (748 au 4<sup>e</sup> trimestre 2020 contre 801 au T4 2019). La consommation de ciment ainsi que les effectifs salariés du BTP reculent néanmoins de respectivement 7,6 % et 6,3 % sur trois mois (CVS), après leurs rebonds au 3<sup>e</sup> trimestre.

Dans l'ensemble des secteurs, alors que les trésoreries s'étaient dégradées aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres, la situation s'est stabilisée sur la seconde partie de l'année, grâce notamment à l'accélération du recouvrement des créances clients et à la mobilisation des concours bancaires hors PGE, selon les entreprises interrogées par l'IEDOM.

## La conjoncture régionale et internationale

### UNE REPRISE EN DEMI-TEINTE POUR LA RÉGION AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBE

D'après les prévisions de la Banque Mondiale publiées en janvier 2021, la persistance de la pandémie de la COVID-19 devrait limiter le rebond de la croissance du PIB de la région Amérique latine et Caraïbe à +3,7 % pour l'année 2021, après l'avoir fait chuter de 6,9 % en 2020. La vitesse de la reprise dans la région devrait toutefois varier d'un pays à l'autre selon le degré de dépendance de l'économie au tourisme et aux exportations de produits de base.

Dans le détail, la croissance du PIB de la Caraïbe devrait repasser en territoire positif en 2021 à +4,5 % (après -7,7 % en 2020), stimulée par une reprise partielle du tourisme. Les grandes économies de la région ont, selon l'institution, particulièrement souffert du choc économique provoqué par la crise sanitaire. La République dominicaine a subi une baisse d'activité de 6,7 % en 2020 (+4,8 % anticipé en 2021). Le PIB de la Jamaïque a reculé de 9,0 % l'année dernière (+4,0 % anticipé en 2021). La résilience très exceptionnelle de la Guyane, dont la richesse a crû de 23,3% en 2020 (+7,8 % anticipé en 2021), n'est due qu'au développement de l'exploitation de nouvelles sources de pétrole.

La Banque mondiale rappelle que des risques à la baisse subsistent concernant ce scénario de reprise. La croissance de l'activité pourrait être ralentie dans l'hypothèse d'une recrudescence prolongée du virus, d'un retard dans le déploiement des vaccins ou de la résurgence de troubles sociaux, notamment au Brésil, au Mexique et en Argentine. De plus, la région est confrontée à un risque supplémentaire de catastrophe naturelle, comme le montrent les dégâts causés par les ouragans Eta et Iota en novembre dernier, ce qui pourrait rallonger la période de retour à la normale. Dans ce contexte, les économistes du FMI ne prévoient un retour à des niveaux de production d'avant pandémie qu'en 2023.

La crise sanitaire devrait également produire des effets à plus long terme. D'après l'UNICEF, 60 % des enfants ayant perdu une année entière d'école dans le monde habitent dans la région Amérique latine et Caraïbe. Dans certains pays, les écoles qui avaient fermé au début de la crise n'ont pas encore rouvert. Selon l'organisation, plus d'un tiers d'entre eux n'ont pas encore fixé de date pour leur réouverture.

Source : Banque Mondiale.

### LA CONTRACTION DE L'ÉCONOMIE MONDIALE FINALEMENT MOINS MARQUÉE QUE PRÉVU EN 2020

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en janvier 2021, le PIB mondial aurait reculé de 3,5 % en 2020, soit 0,9 point de mieux qu'anticipé en octobre. Cette révision s'explique principalement par une reprise de l'activité plus vigoureuse que prévu au deuxième semestre de l'année. Pour 2021, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,5 %. Cette prévision a été revue à la hausse de 0,3 point de pourcentage par rapport à octobre, en lien avec l'optimisme placé dans les vaccins et les mesures de soutien supplémentaires annoncées dans plusieurs grandes économies.

Aux États-Unis, après le net rebond enregistré au troisième trimestre (+7,5 % en rythme trimestriel), le PIB a augmenté dans une moindre mesure au cours des trois derniers mois de l'année (+1,0 %). La consommation a peu progressé (+0,6 %) tandis que l'investissement privé a enregistré une hausse de 5,8 %. Sur l'ensemble de l'année 2020, le PIB a reculé de 3,5 %, soit la plus forte baisse enregistrée depuis 1946. Pour 2021, le FMI table sur une croissance du PIB de 5,1 %.

Dans la zone euro, le PIB s'est contracté de 0,6 % au quatrième trimestre selon Eurostat après une hausse de 12,4 % au trimestre précédent. Le taux de chômage est quant à lui resté stable à fin décembre (8,3 %) tout comme le taux d'inflation qui reste établi à -0,3 % pour le quatrième mois consécutif. Sur l'année entière, le PIB a diminué de 6,8 % selon les estimations d'Eurostat et de 7,2 % selon le FMI. L'Allemagne serait l'un des pays de la zone avec le repli le moins marqué (-5,4 %), alors que l'Espagne verrait son PIB chuter de 11,1 % sur l'année. En 2021, la zone euro pourrait voir son PIB progresser de 4,2 % selon le FMI.

En France, le confinement en vigueur entre fin octobre et mi-décembre, ainsi que les couvre-feux survenus avant et après cette période, ont entraîné une baisse du PIB de 1,3 % au quatrième trimestre. Le deuxième confinement a particulièrement impacté la consommation des ménages, qui s'est contractée de 5,4 %, tandis que l'investissement a poursuivi sa reprise (+2,4 % après +24,0 % au trimestre précédent). Les exportations (+4,8 %) ont par ailleurs augmenté plus rapidement que les importations (+1,3 %) pour le deuxième trimestre consécutif. L'Insee estime que le PIB a chuté de 8,3 % sur l'ensemble de l'année. Une hausse de l'ordre de 5 % est attendue en 2021 selon la Banque de France.

Au Japon, la trajectoire positive enregistrée au troisième trimestre s'est poursuivie avec une augmentation du PIB de 3,0 % sur les trois derniers mois de l'année. La consommation des ménages et l'investissement ont respectivement progressé de 2,2 % et 4,5 % sur la période. Le FMI estime que le PIB s'est contracté de 5,1 % en 2020 et il anticipe un rebond de 3,1 % en 2021.

Le recul du PIB dans les pays émergents et en développement a finalement été moins important que prévu en 2020 (-2,4 % contre -3,3 % anticipé par le FMI en octobre). En Chine, le PIB a enregistré une hausse de 2,3 % sur l'année tandis qu'à l'inverse l'Inde, le Mexique et le Brésil, fortement touchés par la crise sanitaire tout au long de l'année, ont vu leur activité économique se dégrader nettement (respectivement -8,0 %, -8,5 % et -4,5 %). En 2021, le FMI prévoit un rebond du PIB de 6,3 % dans ce groupe de pays.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 17 février 2021.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET  
Rédaction : R. ELEORE  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2021 – Dépôt légal : avril 2021 – ISSN 2679-0823